L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $10 (*payable d'avance.*
TRois fois par semaine, $10

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 5 MARS 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

DE NOTRE SITUATION AVEC L'ANGLETERRE.

On peut, sans être alarmiste, craindre que le rapport du comité des affaires étrangères ne produise une dangereuse complication dans nos relations avec la Grande Bretagne. Que M. Fox, le ministre anglais à Washington, écrive une note sur le même ton et nous pouvons nous trouver engagés dans une guerre dans il serait impossible de prévoir la durée et les conséquences. Pour terminer à l'amiable nos différends avec cette puissance, pour le tenter du moins, il faut beaucoup de fermeté unie à beaucoup de modération. Les grandes affaires doivent se traiter avec calme, non avec emportement et colère. Et cette conduite nous est d'autant plus impérieusement commandée, que nous devons, en cas de guerre, prouver au monde que la justice est de notre côté et que nous n'avons tiré l'épée que pour défendre nos droits méconnus ou notre indépendance menacée.

La question d'extradition de McLeod est d'autant plus délicate que chacune des parties s'étoile de faits et de témoignages différens, pour invoquer le droit des gens, et que l'irritation qui domine les populations des frontières rend extrêmement difficile l'application du seul remède efficace en pareil cas : une transaction.

Il est beaucoup plus facile de résoudre équitablement la question de délimitation des frontières du Canada, parce que les traités conclus à diverses époques entre les provinces coloniales anglaises, et particulièrement le traité de 1783 entre l'Angleterre et les Etats-Unis, offrent des données à peu près certaines. Cependant il ne paraît pas que l'Angleterre soit disposée à conclure d'après l'esprit des traités, car ses prétentions ont toujours été croissantes depuis un demi siècle : et l'on sait que c'est la puissance s'est, dans tous les temps, moins préoccupée de la justice que de ses intérêts.

Une question non moins délicate résultera de la capture de nos bâtimens en pleine paix, sur nos côtes, sous le prétexte que ces bâtimens portent des esclaves, et de la libération de ces mêmes esclaves. L'Angleterre, comme on sait, s'est constituée la protectrice de la race africaine, non par philanthropie, mais par ambition ; pour donner de la valeur aux produits de ses *esclaves* de l'Inde et pour faire la police des mers. D'un autre côté les lois générales de l'Union Américaine garantissent à tous les citoyens *leurs propriétés de quelque nature qu'elles soient* et par conséquent, la capture de nos bâtimens, et la confiscation de nos propriétés constituent une violation du droit des gens dont nous devons exiger réparation.

Les abus de pouvoir commis par la marine anglaise en s'arrogeant le droit de visite sur nos bâtimens procèdent du même principe et menacent d'anéantir notre commerce.

Telles sont les questions que nous avons à traiter avec l'Angleterre : les énumérer, c'est assez en faire connaître l'importance et la difficulté. Voilà pourquoi le gouvernement doit agir avec fermeté, mais avec calme, modération, dignité, comme il convient à un gouvernement qui sent sa force morale et qui ne demande que justice.

Cependant il faut nous préparer à la guerre. Nos côtes sont sans défense, il faut y pourvoir; nos rades sont presque partout ouvertes, il faut nous mettre en mesure d'en défendre l'entrée; nos forts sont en ruines, délabrés, il faut les réparer, les armer de pièces et d'artillerie; nos milices sont désorganisées, il faut les organiser, les discipliner, les exercer. Il faut enfin nous préparer sérieusement à défendre nos foyers en cas d'attaque, afin de n'être pas pris au dépourvu.

L'Angleterre n'a jamais reculé devant une injustice lorsqu'elle y a trouvé son intérêt, ou pour parler plus exactement elle a toujours consulté la force, non le droit. Pour elle, *équité, justice*, sont des mots vides de sens qu'elle remplace constamment par ceux-ci : *profit, puissance.*

N'oublions pas non plus que le lion britannique frappe à l'improviste et sans déclaration de guerre préalable.

4 MARS.

Hier, à l'occasion de l'installation du nouveau Président, tous les bâtimens de la rade se sont pavoisés et des salves d'artillerie ont été tirées le matin et à midi. Le *soir au coucher du soleil*, les navires Paris, Southerner et Columbus ont tiré cent un coups de canon.

La fête des pompiers a été célébrée hier avec grande pompe. Toutes les compagnies ont parcouru les *rues* en processions, musique en tête, et le soir il y a eu un banquet.

Dans la soirée d'hier, un individu tenant un café au coin des rues Campet Girod, a tué d'un coup d'arme à feu une domestique et s'est immédiatement après donné la mort. On n'a pu nous dire le nom de cet individu qu'on dit être français.

TABLEAU COMPARATIF.

Des récoltes et des prix du coton aux Etats-Unis de 1819 à 1838, rédigé d'après la correspondance du secrétaire de la trésorerie.

Année.	Livres de coton exportées.	Prix par livre.
1819	80,000,000	24 cents.
1820	128,000,000	17
1821	121,000,000	16
1822	144,000,000	16 1/2
1823	173,000,000	11
1824	142,000,000	15
1825	176,000,000	11
1826	204,000,000	11
1827	264,000,000	9 1/2
1828	310,000,000	9 1/4
18 9	264,000,000	10
1830	325,000,000	10
1831	277,000,000	9 1/2
1832	298,000,000	10
1833	354,000,000	11
1834	3-4,000,000	13
1835	368,000,000	16 1/2
1836	422,000,000	16 1/2
1837	448,000,000	14 1/4
1838	505,000,000	10 1/2

RAPPORT DU
SENAT DE L'ETAT DE LA LOUISIANE
PRESIDENCE DE M. GARCIA

Débat relatif au bataillon de Washington, faisant partie de la séance du 3 mars 1841.

Sur la demande de M. Davidson, le Sénat reprend en considération le bill accordant une allocation de trois mille piastres au bataillon d'Artil erie d'Orléans, adopté dans la session d'hier.

M. Davidson communique au Sénat un document contenant des détails sur l'organisation du Bataillon de Washington, et demande la lecture d'une section additionnelle, déjà présentée par lui dans la séance d'hier, et qui tend à accorder à ce corps une allocation de deux mille piastres.

M. Downs manifeste le désir de voter en faveur de l'allocation pourvu que l'utilité en soit prouvée, et que l'objet en soit réellement national. Il désire savoir les titres du bataillon d'artillerie de Washington, à l'honneur d'être distingué par son nombre, sa tenue et sa discipline, qu'on n'a rien reçu de l'Etat qui les fasse reconnaître pour tels, et jusqu'à ce jour supportées pas des contributions volontaires.

Le bill est adopté avec la section additionnelle offerte par le sénateur de Livingston.

BANQUE DU 6 mars.

M. Duprè, au nom du comité chargé de l'examen du collège de Jefferson, présentera son rapport dont le Sénat ordonne l'impression.

M. Davidson demande la reconsidération d'une résolution adoptée dans la séance d'hier, pour appeler de la décision rendue devant les Cours des Etats-Unis, dans l'Etat de la Louisiane. Il s'agit d'une question fort importante sur laquelle le Sénat paraît avoir des preuves irrégulièrement. L'inconvénient du mode de procédure recommandé dans la résolution lui a été démontré d'une manière frappante par un membre du barreau de l'opinion duquel il professe un grand respect. En conséquence, il demande que la résolution soit déposée indéfiniment sur le bureau.

Après quelques paroles prononcées par MM. Downs et Waggaman et Hoe, sur la motion de ce dernier sénateur, la résolution est retirée au comité judiciaire.

Sur la motion de M. Duprè, le Sénat prend en considération, à sa seconde lecture, un bill pour amender les actes relatifs à la Cour de Cité de la ville de Lafayette, et à la cour de paix dans ce district.

M. Davidson présente au Sénat une pétition signée d'un certain nombre de citoyens respectables de la même paroisse, pétition dont la lecture ne paraît pas devoir être accueillie avec approbation. Il pense que le Sénat tiendra compte de cette réclamation.

M. Waggaman, au contraire, présente à l'assemblée une pétition signée par des citoyens également respectables qui demandent le désir de voir la loi passée.

M. Waggaman, en faveur du bill et déclare qu'il considère la Cour de Cité de Lafayette comme une véritable calamité. Dernièrement un citoyen a voulu attenter à la vie de cet officier public ; mais le meurtre, par certains motifs qui lui étaient dus, plutôt que de s'adresser à la Cour de Cité, pour obtenir justice. Il a dans les mains des documents qui établissent l'ordre abusif ce que les faits sont énormes, à ce point que pour une seule motion de vingt piastres, ils s'élèvent à dix-sept piastres. Il faut remédier à une telle état de choses et ce que les faits soient soumis à un tribunal. Les plaintes sont fondées, elles lui sont parvenues de toutes parts, sont véritablement sont pas de rit. Les bill est adopté à la majorité de neuf voix, il est définitif, il est convaincu de la vérité des faits dénoncés ; conséquent et de voter en faveur du bill.

M. Hoe appuie le projet de loi et déclare, au comité judiciaire, lequel a fait un rapport favorable. Les frais de la Cour de Cité de la ville de Lafayette sont énormes, non-seulement le juge prend le montant de ses honoraires, mais encore, ce qui double les frais. A la Nouvelle Orléans il n'en est pas ainsi, le juge est payé et c'est à lui de payer son greffier. Dans le district de Jefferson, ce juge n'a pas pour obtenir justice. Il est une autre disposition de la dénonce les qu'il s'agit de corriger, c'est celle qui autorise le juge à nommer des jurys de ses habitans. Il en est le bill unanimités et votera pour en passation.

M. Davidson n'aime point à s'opposer aux vues de son collègue, mais il ne peut se taire sur ce bill. Vous dire qu'il sera forcé de voter contre le bill. On se plaint des frais perçus d'après la résolution ici, mais il y a un remède au mal. Voté de bonne foi. Dans le cercle actuel de la ville, il s'agit en ce moment de certains intérêts individuels, il voterait toujours contre de pareils bill s.

M. Waggaman déclare qu'il est par hâtement démissionné dans la question. Tous les officiers de la cour, à l'exception d'un seul, lui sont parfaitement étrangers. Il ignore absolument ce qui est relatif au fonctionnaire public en question, en conséquence, on ne peut pas supposer qu'il agisse en ce moment par des considérations personnelles. La loi qui gouverne la Cour de Cité lui paraît défectueuse, et celle qu'il défend n'a d'autre objet que de remédier aux vices de cette loyeuse dont les intérêts sont particulièrement affectés par l'organisation actuelle. Après les observations judicieuses du sénateur d'Orléans, il pense pouvoir se dispenser de dire de plus, si ce n'est pour ajouter que le bill a été proposé par un membre dans l'intégrité duquel sa confiance est entière.

M. Walker est fâché de s'opposer aux désirs du sénateur de troisième district, mais sa conscience lui en fait un devoir. Il ne peut consentir à ce que la juridiction du juge de district soit étendue jusqu'à la cession d'une somme de trois mille piastres. En outre le bill n'offre aucun remède au mal, car le vrai mal consiste en ce que le juge ne se plaint point assez de diminuer les frais. On parle de vœu signatures, et loin de justifier cette assertion. Il votera contre le bill.

MM. Waggaman et Hoe insistent sur l'adoption de la seconde section première du bill en discussion.

Cette section est rejetée par huit voix contre cinq.

Le bill est déposé sur le bureau.

M. B. Dans la séance d'hier et dans celle d'aujourd'hui le Sénat a discuté le bill relatif à la compagnie de chemin de fer projetée de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton, et cette discussion sera continuée demain.

Les débats seront remis aux lois de la clôture.

(Rapporté pour l'Abeille)

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Jeudi, 4 mars 1841.

Un congé est accordé à MM. Thibodeaux de Terrebonne et Peydras. M. Boudousquié propose de suspendre les règles pour que la séance puisse se joindre à la célébration. Cette motion est perdue. M. Philippe offre alors une résolution pour nommer un comité chargé de recevoir le Maréchal de la Cour des Pompiers et de lui exprimer le regret de la législature de ne pouvoir se joindre à la cérémonie à cause des nombreuses affaires dont elle est engagée. Cette résolution est adoptée et MM. Morse, Boudousquié et Philippe sont nommés membres du comité.

Après dispense des règles, M. Elliot introduit un bill pour amender l'acte relatif aux divorces; ce bill est renvoyé au comité judiciaire.

Sur motion de M. Declouet, la Chambre s'occupe du bill du Sénat, qui amende l'acte d'incorporation de la ville de Natchitoches et l'adopte.

M. Nourbies présente le rapport du comité chargé de l'examen du Collège de Franklin. L'impression en est ordonnée.

Orateur du Jour. Le Sénat informe la Chambre de l'adoption de vos sans amendement, qu'il a donné à certains bills et requis celle et les demande son concours pour le bill suivant.

Acte pour venir à l'aide de la Compagnie d'Artillerie de Baton Rouge. Lecture en est donnée dans le comité général sur l'adoption de ce bill qui est vivement soutenu par M. Conrad de Baton Rouge. La première section subit un amend ment proposé par M. Philippe, puis le bill tout entier est adopté. Le motif général ayant donné la raison de la section, l'orateur est prononcé pour l'affirmative.

Sur motion de M. Waldsworth, le bill relatif aux maîtres de port et pilotes est déposé sur le bureau sujet aux appels de la Chambre.

Sur motion de M. Boudousquié, la Chambre s'occupe du bill relatif aux coiperons, amendé par le Sénat, et y donne son concours.

Sur motion de M. Spencer, la Chambre, après dispense de ses règles s'occupe du bill accordant certains privilèges à Henry Daniels ; ce bill est adopté.

La Chambre s'occupe ensuite du bill amendé par le Sénat, faisant une appropriation au bataillon d'artillerie; elle fait un amendement additionnel à la section qui accorde $ 2000 au Bataillon de Washington; puis elle l'adopte.

Sur motion de M. Friend, la Chambre s'occupe du bill accordant à la Compagnie du Canal, le privilège d'un ferry, dans la paroisse de Claiborne, et l'adopte.

La Chambre donne son concours à l'amendement du Sénat, au bill concernant les avis publics dans la paroisse des Avoyelles.

La Chambre, sur motion de M. Wells, adopte le bill du Sénat relatif aux lois de routes et levées dans la paroisse des Rapides.

Sur motion de M. Cattman, la Chambre s'occupe du bill du Sénat, concernant les levées dans la paroisse St. Jacques et l'adopte avec un amendement de M. Winchester.

Sur motion de M. Boudousquie, la Chambre s'occupe de la résolution de M. Bradford, adoptée le bill qui ordonne la vente de la terre modèle.

Sur motion de M. Lawry, la Chambre adopte le bill qui ordonne le transport de certains documents officiels de la paroisse de Concordia dans celle de Madison.

La Chambre s'ajourne.

☞ Pour les séances officielles de la *Législature*, voir la 1ère. page.

PROGRES DE LA NAVIGATION A LA VAPEUR.—Robert Fulton construisit en 1807, à New York, le " North River " qui est le premier bateau à vapeur qui ait navigué aux Etats-Unis. Sa machine était de la force de 18 chevaux, et il mettait 33 heures pour aller de New-York à Albany. Le nombre de steamers aux Etats-Unis est aujourd'hui d'environ 800, jaugeant 156,473 tonneaux, et le trajet de New-York à Albany se fait en *neuf* heures.

Il n'y avait encore en 1814, en Angleterre que deux bateaux à vapeur jaugeant ensemble 465 tonneaux. En 1836, le nombre en était de 600, portant 67,909 tonneaux, indépendamment des steamers de guerre.

EXTERIEUR.

TEXAS.

Les nominations suivantes ont été faites par le Président de la république du Texas depuis l'ajournement du Congrès.

Général T. J. Green, ministre en Angleterre,
Wm. H. Dangerfield, " en France,
Jorge Webb, " au Mexique,
John Willie, Consul à Marseilles—France.
Edward Paraway, " au Havre—France,
Théodore Berby, " à Paris—France,
Arthur Iken, " à Londres—Angleterre,
Wm. Bryan, " à la Nouvelle-Orléans, Louis
John F. Cortès, " à Natchitoches.
Henry H. Williams, à Baltimore—Maryland,
Joseph B. Brown, à Key West—Floride.
Walter Smith, à Mobile—Alabama,
Thomas L. Hamilton, à Charleston—S. C.
John H. Brown, à New York,
Moses Patten, à Bangor—Maine,
Benjamin Drake, à Cincinnati, Ohio,
Francis G. Smith, à Philadelphie,
C. C. Jackson, à Détroit, Michigan.

VARIETES.

INGRATITUDE ET RECONNAISSANCE.

Un noble de Venise, le comte Rinaldo, étant un jour à la chasse, tomba dans une fosse couverte de ramées qui avait été préparée pour prendre des bêtes sauvages. Il est impossible de se faire une idée de l'angoisse du chasseur ; un jour et une nuit s'étaient écoulés sans que personne fût venu à son secours, et la fosse était profonde et obscure. Il avait essayé de la parcourir dans le but de trouver quelques branches d'arbre ou quelques racines dont il pût s'aider pour sortir de sa prison ; mais il avait entendu autour de lui des bruits si confus et si étranges, des hurlemens si plaintifs, des sifflemens si étouffés, que la terreur s'était emparée de lui et sentant ses forces l'abandonner, il s'était jeté, tout immobile, dans un coin de la fosse, et comme dans un engourdissement complet. Le lendemain du second jour, il crut entendre un bruit de pas ; élevant subitement la voix d'une façon lamentable : — Au secours, cria-t-il, au secours, qui que vous soyez, au nom de Dieu !

C'était un paysan qui traversait la forêt et se trouvait en ce moment près de la fosse. En entendant ce cri qui semblaient sortir de dessous terre, Giuseppe, c'est le nom du paysan, eut peur d'abord ; puis reprenant quelque assurance, il s'avança avec précaution, et demanda qui appelait ainsi.

— C'est un pauvre chasseur tombé dans cette fosse et qui a déjà passé ici un jour et une nuit. Ayez pitié de moi, je vous en supplie, au nom de notre seigneur Jésus-Christ, et je vous récompenserai bien.

— Je ferai tout ce que je pourrai, répondit Giuseppe. Il coupa aussitôt avec sa serpe une forte branche d'arbre, s'avançant vers la fosse : Seigneur chasseur, dit-il, écoutez ce que je vais vous dire, je vais appuyer cette branche sur les bords de la fosse, je la tiendrai fortement et vous n'aurez plus qu'à remonter.

—C'est bien, dit Rinaldo enchanté, demande-moi tout ce que tu voudras, je te l'accorderai.

—Mon Dieu, je ne vous demande aucun salaire pour vous tirer de là; cependant je suis bien pauvre et je vais me marier. Vous donneriez ce que vous voudrez à Giulette, ma fiancée.

La branche fut immédiatement descendue. Giuseppe la sentit bientôt devenir pesante, et au même instant, un singe sauta hors de la fosse. Il avait été le sort de Rinaldine et il avait lestement profité de la branche du paysan. Celui-ci crut que c'était le diable, et il se mit à fuir. "Tu m'abandonnes donc, cria Rinaldino, d'un accent lamentable. Au nom de notre Seigneur, au nom de la Sainte Vierge, viens à mon secours, je t'en supplie; tu n'auras pas à faire à un ingrat; je te donnerai des richesses. Je suis le comte Rinaldino, un des plus riches seigneurs de la république de Venise. Ecoute-moi. Oh ! par pitié, ne me laisse pas mourir de faim dans cette fosse !

Giuseppe tout ému, revint sur ses pas, raffermit sa branche, y finissant un lien bondit à ses côtés en poussant un hurlement de joie. "Pour le coup, c'est le diable, s'écria le paysan, et il s'enfuit frappé de terreur." Les cris déchirans de Rinaldino parvinrent à son oreille, et, reprenant courage, il s'arrêta.

—Il faut donc que je remonte dans cette horrible fosse, criait le chasseur, mon Dieu ! mon Dieu ! ayez pitié de moi, qui que tu sois, je t'en supplie, tire-moi d'ici. Je te donnerai une maison, des champs, des prés, de l'or, tout ce que tu voudras, mais par pitié, délivre-moi, au nom de Dieu ! Giuseppe jeta donc la branche dans la fosse et il en tira le serpent qui, fort joyeusement en se voyant en liberté. Le pauvre paysan touba à terre de frayeur et se hâta de murmurer les oraisons qu'on lui avait apprises pour chasser satan. Les cris de désespoir que poussait le chasseur le rappelèrent à lui. "Mon Dieu ! mon Dieu ! fait-il donc que je meure ici ? Oh ! si tu en entends la voix, au nom de tout ce que tu as de plus cher en ce monde et en l'autre, viens à mon aide. Eh quoi ! faut-il donc mourir dans cette horrible fosse ! Oh ! je me meurs ! mes forces sèpuisent ! sauve-moi..... — Veux tu mon bien, pas de Venise ? Veux-tu mes biens, mes appellerai-je te les donne. Oh ! je tiendrai sa parole. La vie ! la vie seulement.—Ses cris étaient déchirans. Giuseppe ne put résister à ces prières et à ces belles promesses. Revenant donc vers la fosse, il jeta encore la branche.—La tenez-vous, maintenant, dit il ?— Oui, répondit Rinaldino, et en un instant il fut hors de la fosse.

Mais ses forces l'abandonnèrent alors, si grand était son épuisement, et il tomba sans connaissance dans les bras de Giuseppe. Celui-ci lui prodigua les secours que réclamait son état, et il parvint à lui faire reprendre ses sens; puis tirant un morceau de pain de sa besace, il le lui fit manger, et, lui donnant le bras, et lui soutenant d'après, ils sortirent de la forêt.

Rinaldino témoigna à son bienfaiteur une touchante reconnaissance : Mon libérateur, mon ange, mon sauveur, comment pourrai-je jamais m'acquitter dignement envers toi ? Comment pourrai-je jamais suffisamment te récompenser ?

—Vous n'avez promis une belle dot pour ma fiancée, et pour moi, votre palais de Venise, lui répondit le paysan.

Cependant Rinaldino avait repris un peu de force.

—Tu peux y compter, mon cher ami; ta fiancée aura une magnifique dot, et toi tu seras le plus riche paysan de tous village. N'est-ce pas ?

—De Cavalcanne; mais je quitterai ma chaumière afin d'aller m'établir à Venise, lorsque je posséderai toutes les richesses que vous m'avez promises. On avait arrêté sur les limbes de la forêt. Nous voici près de la route, je me reconnais maintenant. Je te remercie Giuseppe.

—Et quand faut-il que j'aille chercher la dot de ma fiancée (il allait ajouter :) et les richesses que vous m'avez promises. Rinaldino Piatermompi : Quand tu voudras, mon ami, lui dit-il. Et ils se séparèrent.

Giuseppe raconta, ivre de bonheur, son aventure à Ginletta; il ne se possédait pas de joie. Il lui dit qu'elle aurait une riche dot, et lui un beau palais à Venise. Le lendemain de très bonne heure il se présenta à la demeure du noble vénitien. Il dit aux valets qu'il venait chercher la dot ou fiancée et qu'il viendrait ensuite prendre possession du palais que lui avait promis le seigneur Rinaldino. Giuseppe parut fou. On alla dire à Rinaldino qu'un paysan était là, qui demandait une dot et qui disait que le palais lui appartenait.

—Je ne connais point cet homme, dit celui-ci avec colère, qu'on le chasse. Ainsi fut fait. Giuseppe irrité vainement, il fut maltraité et mis à la porte. Désespéré, il revint à sa chaumière, sans oser se présenter à sa fiancée. Quelle fut sa surprise quand, en entrant chez lui, il vit auprès du foyer le singe, le lion et le serpent qu'il avait retirés de la fosse. Il ne savait s'il devait fuir ou rester, quand le lion, prenant doucement la queue, vint lui lécher la main, comme fait un petit chien à son maître. Le singe vint aussi à lui, et lui fit une petite grimace, et le serpent de son côté se promena autour de la salle d'un air reconnaissant et joyeux qui rassura complètement Giuseppo.

Pauvres bêtes, se disait-il à part lui; elles valent pourtant mieux que le noble vénitien que j'ai sauvé comme elles. Il me chassa comme un mendiant, l'ingrat ! Eh bien, je n'en ferai pas autant de ma part. Il viendra entendre une histoire étrangante, un conte de fée ! Qui sait ? on donne au démon un pouce, on prend le bras. A peine ces paroles eurent-elles frappé les oreilles qu'il se fit un grand tumulte dans la salle. Les soldats qui gardaient le malheureux paysan furent trappés de surprise. Le singe, le lion et le serpent fondirent dans l'enceinte du tribunal. Le singe s'est mordu sur le lion, et il sortait de ses griffes ensanglantées, pendant sur le visage de Rinaldino; ses genoux tremblaient avaient à peine la force de se soutenir. Ah ! ce sont les bêtes de la fosse ! s'écria-t-il. Perdu, et il tomba sur son siège.

—Seigneur comte, dit alors le président d'un air sévère, lorsque le tumulte causé par cette étrange scène sera calmé, vous demandez tout à l'heure à la justice à ces femmes qui osaient déposer en faveur de Giuseppe. Ils n'avaient point tort, et se présentent à la barre de notre tribunal. Que Dieu nous soit en aide pour les y avoir enrôlés d'une façon si miraculeuse ! Nous sommes ici pour de condamner cet homme honnête. C'est Dieu lui même qui le montre contre vous, nous sentions alors injustes si une plus ingratitude demeurait sans châtiment. Votre palais de marbre, vous lui en sont confisqués, et vous serez renfermé dans une étroite prison pour le reste de vos jours. Les supplications de Rinaldino restèrent sans résultat, et les sbires l'emmenèrent à l'instant hors de la salle.

—Et toi, reprit l'inquisiteur en s'adressant à Giuseppo, qui prodiguait des caresses au singe, au lion et au serpent, puisqu'un Vénitien a été jugé par eux, et qu'il te donnerait un palais et qu'il doterait ta fiancée, le tribunal public de Venise remplira ses promesses. Nous te donnons à tout jamais le palais et les biens du comte Rinaldo. Et se tournant alors vers le greffier du tribunal : — Vous, dit il, rédigez un acte de toute cette affaire, faites la mettre en forme et prompte, et qu'il sache bien que ses inquisiteurs ne sont pas moins équitables que rigoureux dans leur justice.

Giuseppe et sa femme vécurent de longues années dans le palais qui leur avait été donné, avec le lion, le singe et le serpent.

Les amis et connaissances de feu ETIENNE SAMSON sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu demain à neuf heures. Le convoi partira de l'entrepôt du Camp et Girod. De la part de son frère et sa belle sœur.

SUCCESSION DE MELLER.—Vente par le Recorder à la Bourse de Cité, rue St. Louis, entre les Chartres et Royale, en vertu d'un ordre de vente de la Cour de Paix du district de la ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, en date du 2 mars 1841 rendu par le couple de la succession de Joseph Salomon Meller, décédé à cette ville, Gilbert, le rogné et marsonneur.

Conditions de la vente.—Et ers un mois de crédit pour billets endossés, assurés par hypothèque.

W. C. C. DUPLESSIS,
Register des Testaments.

L'acte de vente par devant Jh. Cuvillier, not. public, aux frais de l'acquéreur. 5 mars

ETAT DE LA LOUISIANE, Cour de Jefferson.—Wm. C. Norris et Spencer Gloyd—No. 19,945.—En vertu d'un arrêt de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Cour du Premier District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, j'exposerai en vente publique à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues Jackson et Levée, ville de Lafayette, Mercredi, le septième jour de mars prochain, à une heure de relevée,

HUIT CERTAINS LOTS DE TERRE,

ainsi que les améliorations qui y appartiennent, situés dans la ville de Carrollton, dans la paroisse Jefferson et désignés par les numéros de un à huit inclusivement, sur un plan dressé par Benjamin Buisson, arpenteur, le vingt juin mil huit cent trente-neuf, déposé en l'étude de H. B. Conn, notaire public, à la Nouvelle Orléans, cet plan étant annexé à l'acte de vente, auquel on pourra avoir recours pour plus amples renseignemens.

Ces lots de terre, situés dans la ville de Lafayette, sont connus sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 dans le carré borné par les rues Jackson, Fulton, Philippe et Levée, et sont vendus par les numéros ainsi exprimés, sur un certain plan dressé par Benjamin Buisson, arpenteur de la dite paroisse, et déposé en l'étude de H. B. Conn, notaire public à la Nouvelle Orléans et désignés ici, numéro un; le dit lot numéro un ayant front sur la rue Jackson, sur cent vingt pieds cinq pouces et demi de front sur la dite rue Jackson, sur cent vingt pieds de profondeur entre des lignes parallèles, et le dit lot numéro seize ayant aussi front sur la dite rue Jackson, cent vingt pieds cinq pouces et demi face à la dite rue Fulton sur deux cent vingt pieds deux pouces et demi de profondeur entre des lignes parallèles, ainsi que toutes les améliorations qui en dépendent sur les dits deux lots, droits, privilèges, etc., qui y appartiennent.

Conditions de la vente, comptant

6 m MANUEL J. GARCIA, sheriff.

VENTE PAR LE SHERIF.

ETAT DE LA LOUISIANE, Cour de Jefferson.—Cour de District.—Howard Henderson contre Wm. Watkins.—No. 6 668.—En vertu d'un ordre de faire droit à moi adressé par l'honorable Cour de District du district judiciaire de l'Etat de la Louisiane, j'exposerai en vente publique à la Nouvelle Bourse, encoignure des rues Jackson et Levée, ville de Lafayette, Mercredi, le septième jour d'avril prochain, à une heure de relevée.

Un certain LOT, situé dans le faubourg Livaudais, paroisse de Jefferson, et plus précisément dans celui d'Orléans, dressé par Benjamin Buisson, arpenteur de la paroisse de Jefferson, date le cinq Mars 1832, et déposé en l'étude de J. Fuselier, notaire public à la Nouvelle Orléans, le carte No. 69, borné par les rues Troisième, Quatrième, Levée Buisson et du Camp, mesurant trois cent-dix-neuf pieds six pouces de front sur la dite rue Troisième, sur quatre-vingt-six pieds face à la dite rue Quatrième et deux cent cinquante pieds face à la dite rue du Magasin et deux cent cinquante pieds face à la dite rue du Camp, le tout mesure américaine.

Conditions de la vente—La somme de onze cents cinquante dollars en espèces sur un crédit de huit mois, et le balance à un an, payable de la manière suivante : cent dollars payable le prou ier Juillet, 1-41, et le premier Juillet de chaque année subséquente jusques y compris Juillet 1849 et la balance, s'il y reste, à la liquidation du billet du 1er Juillet 1850.

MANUEL J. GARCIA,
5 mars Sheriff.

O'n besoin pour la campagne d'une dame institutrice s'adresser au No. 21, rue Bienville

5 mars—2.

FOURNITURES du bureau de tous genres, faites exprès et pour les soussignés, à vendre à bas prix, rue du Camp No. 14.
6 mars. NORMAN STEEL & po.

Par autorité.

[No. 24]
ACTE.

Pour vente de succession d'Augustin Guedry, Marie Robert, Rosamond Braun, Joseph Braun et autres personnes y dénommées.

Attendu qu'un complot insurrectionnel a été tramé le dernier par des esclaves appartenant aux habitans des paroisses de Lafayette et de St. Martin, attendu que le dit complot a été découvert et que plusieurs esclaves impliqués ont été jugés et examinés; et attendu qu'il est juste qu'une perte encourue dans l'intérêt général soit supportée par l'Etat et qu'il est de la plus haute importance d'encourager la découverte et la punition de semblables crimes.

Section 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*: Que le Trésorier de l'Etat est et demeure autorisé à payer de tous fonds dans le trésor, dont il n'aura pas été autrement disposé, aux personnes dont les noms suivent, sur leurs propres mandats, les sommes suivantes, savoir : Six cents piastres à Augustin Guedry, esclave, d'indemnité pour deux esclaves exécutés ainsi qu'il est exprimé dans le premier mandat qui précède; trois cents piastres à Rosemond Braun; trois cents piastres à Joseph Braun; trois cents piastres à Marie Robert; trois cents piastres à Joseph Breau; trois cents piastres à Madame Veuve Guilbeau; trois cents piastres à Madame Veuve Myers; trois cents piastres à Joseph Bienvenu Meyer, et trois cents piastres à Fleicher Picou.

Section 2e. *Il est de plus décrété*, etc., Que le Trésorier est et demeure autorisé à payer de tous fonds dans le trésor dont il n'aura pas été autrement disposé à Jean Baptiste Mercier, sur ses propres mandats, la somme de mille piastres, pour prix de ses esclaves Jean Louis et Alexandre, exécutés conformément à la condamnation dans la paroisse de Lafayette, en mil huit cent quarante, après l'émancipation de chacun de dit esclave aura été effectuée par la dit Jean Baptiste Mercier.

Section 3e. *Il est de plus décrété*, etc., Que le Trésorier de l'Etat est autorisé à payer de tous fonds dans le trésor dont il n'aura pas été autrement disposé, à Adelaide Bourgeat épouse de *James Fort Mac*, sur son propre mandat, la somme de trois cents piastres à titre d'indemnité pour la perte d'un esclave exécuté à la Pointe Coupée.

Section 4e. *Il est de plus décrété*, etc. Que la somme de trois cents piastres non payée par le Trésorier de l'Etat à Madame Rebecca J. Greenwood, veuve de feu Joseph Fellvisaux sur son mandat, de la susdite somme dans le trésor non autrement affectée, pour son esclave John, exécuté dans la paroisse d'Ast Fabicana.

[Signé]
WM. DEBUYS,
Orateur de la Chambre des Représentans.
[Signé]
A. B. ROMAN,
Président du Sénat pro tem.

Approuvé le 1er. Mars 1841
[Signé]
A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

[No. 36.]
ACTE.

Pour amender l'acte intitulé "acte supplémentaire aux divers actes relatifs au capitaine de Port, aux gardiens et pilotes du port de la Nouvelle Orléans, et pour autres objets," approuvé le trente mars mil huit cent trente sept.

Section 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que dans le passation de cet acte les pilotes nommés à l'effet de piloter les navires entrant dans le port de la ville de Franklin, ou en montant sont l'Atchafalaya, seront tenus de prendre charge de tous les navires qui entreront dans l'intérieur, de la passe ou de la barre de l'Atchafalaya, et actuellement dans l'intérieur, de la passe ou de la barre de l'Atchafalaya à l'île aux Canots, et les fonds dans la baie de l'Atchafalaya à l'île aux Canots, et les fonds dans la baie de l'Atchafalaya, et aussi de conduire tous navires allant à Natchez ou plus haut que Coquilles au delà des bancs de sables et les fonds jusqu'au dit Natchez.

Section 2me. Il est de plus décrété, etc. Que les dits pilotes pourront demander et recevoir du capitaine ou propriétaire de tous navires allant sont dans l'intérieur ou à l'extérieur, le pilotage ou le demi pilotage, tel que fixé par la loi aux pilotes stationnés à l'embouchure du Mississippi et de la même manière que ceux ci.

[Signé]
WM. DEBUYS,
Orateur de la Chambre des Représentans
[Signé]
A. B. ROMAN,
Président du Sénat pro tem.

Approuvé le 1er Mars 1841
(Signé)
A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

[No. 36.]
ACTE.

Pour vendre au docteur Augustin Guedry, Marie Robert, Rosamond Braun, Joseph Braun et autres personnes y dénommées.

Attendu qu'un complot insurrectionnel a été tramé le dernier par des esclaves appartenant aux habitans des paroisses de Lafayette et de St. Martin, attendu que le dit complot a été découvert et que plusieurs esclaves impliqués ont été jugés et examinés; et attendu qu'il est juste qu'une perte encourue dans l'intérêt général soit supportée par l'Etat et qu'il est de la plus haute importance d'encourager la découverte et la punition de semblables crimes.

Section 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*: Que le Trésorier de l'Etat est et demeure autorisé à payer de tous fonds dans le trésor, dont il n'aura pas été autrement disposé, aux personnes dont les noms suivent, sur leurs propres mandats, les sommes suivantes, savoir : Six cents piastres à Augustin Guedry, esclave, d'indemnité pour deux esclaves exécutés ainsi qu'il est exprimé dans le premier mandat qui précède; trois cents piastres à Rosemond Braun; trois cents piastres à Joseph Breau; trois cents piastres à Marie Robert; trois cents piastres à Joseph Breau; trois cents piastres à Madame Veuve Guilbeau; trois cents piastres à Madame Veuve Myers; trois cents piastres à Joseph Bienvenu Meyer, et trois cents piastres à Fleicher Picou.

Section 2e. *Il est de plus décrété*, etc. Que le Trésorier est et demeure autorisé à payer de tous fonds dans le trésor dont il n'aura pas été autrement disposé à Jean Baptiste Mercier, sur ses propres mandats, la somme de mille piastres, pour prix de ses esclaves Jean Louis et Alexandre, exécutés conformément à la condamnation dans la paroisse de Lafay